

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Très bien, très bien.

L'honorable M. BOULTON: Et le Cabinet l'a dépouillé à tel point qu'il ne lui reste rien pour couvrir sa nudité. Il ne se sent pas disposé à endosser un nouveau complet. Je veux le vêtir de nouveau avec des habits tout neufs, et je crois pouvoir y réussir avant de terminer. Il y a un mur de pierre sur lequel vous donnez de la tête, c'est le fait que j'ai signalé aujourd'hui, à savoir que nous exportons plus que nous n'importons. En 1896 nous avons exporté des produits pour une valeur de deux millions et demi de plus que nous n'en avons importé.

L'honorable M. MACDONALD (C.B.): C'est là un bon signe.

L'honorable M. BOULTON: Pendant l'année qui vient de finir, en 1897, les exportations ont dépassé en valeur les importations d'un montant de dix-huit millions de piastres. Elles ont donc sauté de deux à dix-huit millions de piastres.

Les relevés publics nous permettent de constater que les exportations ont surpassé les importations pendant les derniers six mois de l'année fiscale en cours—c'est-à-dire à compter du 1^{er} juillet dernier jusqu'au 1^{er} décembre 1897—d'un montant de trente millions de piastres, soit au taux de soixante millions annuellement.

Je veux savoir comment vous pouvez expliquer une telle situation. Pendant vingt-sept années de notre existence nationale, nous n'avons pas cessé d'importer plus que nous n'exportions. Dès l'instant où le parti libéral est monté au pouvoir, le fait contraire est arrivé, et nous cédon maintenant des produits du travail national pour une valeur de soixante millions de plus que nous ne recevons en retour.

L'honorable chef de la droite sait que j'énonce là un fait qui est contraire aux principes qu'il a toujours proclamés, et qu'il professe encore aujourd'hui, j'en suis convaincu, seulement il est entré dans un nid de traîtres, pour me servir d'une nouvelle expression parlementaire, de traîtres à leurs principes, je crois, et il lui faut se soumettre à l'inévitable en répudiant ses propres principes. Je me rends parfaitement compte de sa position. Il sait que le Gouvernement de Sa Majesté doit être administré, et je suis fier autant qu'il me fait plaisir de voir qu'il occupe un siège

dans cette Chambre, et qu'il contribue pour sa part à l'administration de la chose publique. Seulement, j'espère qu'il se servira de son influence pour engager ses collègues à modifier leur politique. Pourra-t-il y réussir, l'avenir nous le dira.

L'honorable M. MACDONALD (C.-B.): Voulez-vous mettre fin aux exportations?

L'honorable M. BOULTON: Non, mais je ferais en sorte d'activer le mouvement des importations.

L'honorable M. MILLS: Supposons que le pays se soit endetté depuis quelques années, supposons que nous ayons créé des obligations à l'étranger, et que, lorsque le pays est devenu plus prospère, l'occasion se soit par là même présentée d'équilibrer les comptes, mon honorable ami ne voit-il pas que, dans ce cas, les exportations devraient dépasser les importations? Telle est peut-être notre situation à l'heure qu'il est.

L'honorable M. BOULTON: Oui, et voilà pourquoi j'ai repoussé l'idée d'accorder une subvention au chemin de fer du Défilé du Nid-de-Corbeau, et pourquoi je combats les frais excessifs encourus pour envoyer le major Walsh à la rivière au Saumon à travers les Etats-Unis, et plusieurs autres dépenses. Je condamne ces choses pour la raison donnée par l'honorable Ministre.

Ce qu'il a dit ne justifie pas un excédent annuel aussi énorme que soixante millions de piastres des exportations sur les importations. Je sais très bien que la dette publique que nous avons à payer, soit sous forme d'obligations du Trésor, ou dividendes acquittés par nos grandes corporations, que toutes ces sommes sont absorbées par nos exportations, que nos produits qui vont à l'étranger sont affectés à ces envois et qu'un lieu d'expédier de l'or au dehors du pays, le chemin de fer canadien du Pacifique ou le Gouvernement du Canada se contente tout simplement de tirer sur l'Angleterre, ou plutôt, le pays exporte des produits, et l'échange qui est fait en Angleterre couvre la dette.

Mais cela ne suffit pas pour expliquer cet accroissement énorme, car les honorables membres de cette Chambre doivent être alarmés à la vue du fait que nous avons cédé dans le cours de six mois des produits du travail canadien représentant